

L'ENTRETIEN

De Pierre-André Tremblay avec

Kirsten Koop

Géographe et enseignante-chercheuse,
Université Grenoble Alpes



Photo : Mikaël Chambru

Kirsten Koop est géographe et enseignante-chercheuse depuis 2005 à l'Université Grenoble Alpes, en France, où elle est rattachée à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine. Elle joue un rôle de coordination au sein du Laboratoire d'excellence « Innovations et Transitions Territoriales en Montagne » (Labex ITTEM). Elle est aussi présidente de l'association Modus Operandi, qui développe une approche constructive du conflit.

Au départ, ses recherches ont été axées sur la géographie du développement, principalement dans les pays du Sud. Depuis une dizaine d'années, elles se sont recentrées vers l'analyse du développement dans les pays du Nord, notamment dans l'espace rural en milieu montagnard. Madame Koop étudie les transitions territoriales et la soutenabilité social-écologique en s'intéressant à la capacité des initiatives citoyennes et des innovations sociales à susciter des transformations territoriales vers la soutenabilité.

En mai dernier, madame Koop est venue au Québec pour participer au Forum international *Les défis d'une nouvelle ruralité*, organisé dans le cadre des Ateliers des savoirs partagés, qui s'est tenu à Chicoutimi, à Saint-Camille, à Mont-Laurier et à Rimouski.

•• *Bonjour, Kirsten Koop. Merci de nous accorder cet entretien. Pour commencer, pourriez-vous nous indiquer l'esprit qui anime vos travaux?*

Kirsten Koop Une des principales certitudes que j'ai tirées de mes études sur le développement dans les pays du Sud est que le développement n'aura pas lieu s'il ne provient pas, au départ, des

citoyens. Ce mouvement doit arriver par le bas; il ne peut pas être imposé par le haut.

C'est une posture que j'ai développée aussi en analysant la façon dont nos sociétés rurales se transforment en France par rapport aux grandes crises, en commençant avec la crise climatique ainsi que les autres qui s'ensuivent et/ou qui sont coexistantes : les crises économique et sociale,

l'accroissement des inégalités et, de plus en plus, la crise politique.

De vos propos, je comprends que la ruralité telle que vous l'abordez n'est pas la ruralité d'autrefois. De quelle façon est-elle en train de changer?

K. K. Je dois préciser d'où je viens et le contexte dans lequel j'ai fait des études afin que vous saisissiez mieux mes propos. En France, la transition sociale et écologique est un grand sujet depuis une dizaine d'années. Le fait que je travaille dans les espaces ruraux montagnards influence ma façon de voir les choses, au sens où, actuellement, les montagnes chez nous vivent de manière précoce et accentuée les changements climatiques. C'est un contexte spécifique dans lequel on voit déjà beaucoup d'effets du réchauffement climatique. Il y a une augmentation des températures de deux degrés déjà, par rapport à la moyenne mondiale, qui se situe actuellement à 1,3 degrés. Comme effets, on connaît des étés de sécheresse qui ont des répercussions sur la ressource en eau. Il y a aussi les éboulements de terre et la fonte des glaciers, ou encore le manque d'enneigement en hiver qui va jusqu'à mettre en cause l'économie du tourisme de ski - l'économie principale de beaucoup de villages qui se trouvent en moyenne montagne.

Donc, je viens de ce contexte-là, qui est spécifique et qui me donne une forte sensibilité en tant que chercheuse aux questions de nécessité de transition sociale et écologique. Je comprends cette transition comme une transformation profonde de la société, de nos modes d'habiter. Cela dit, mon regard sur comment penser les nouvelles ruralités, c'est que je les vois devant un nouveau défi : en France, on est en train de changer fondamentalement de paradigme.

Autrefois, le paradigme dominant était la revitalisation des espaces ruraux, qui étaient en proie à l'exode rural. Je crois que vous connaissez ça aussi au Canada. Les défis étaient de réagir à la diminution de l'accès aux services et aux infrastructures – dont les postes et les épiceries qui ferment –, donc aussi au déclin économique. Ces défis persistent. Or, un autre défi se superpose désormais dans notre conscience : celui de changer nos manières d'habiter nos territoires.

Si on s'exprime en ces termes-là, on pourrait dire qu'on passe d'un régime tourné vers le développement économique et infrastructurel dans un contexte de compétitivité mondiale vers un régime de transition qui ne dit pas la fin : on ne sait pas vraiment comment faire, mais c'est une sorte de nouvelle norme d'activité qui s'instaure. C'est donc un défi pour les espaces ruraux, qui sont assez propices à l'expérimentation de nouveaux modes de vie plus soutenables.

Pour ce faire, il faut aussi de l'espace disponible. Le rural cumule un certain nombre de facteurs favorables à l'expérimentation de nouvelles idées afin de pouvoir vivre de manière plus écologique, mais aussi de ne pas oublier l'aspect social et l'élimination des injustices sociales. Dans beaucoup des territoires de moyenne montagne autour de Grenoble, le foncier est encore accessible, et il y a aussi la proximité de la nature.

Ordinairement, lorsqu'on parle de développement, on rabote tout ou presque sur les dimensions économiques. Je sens que votre approche n'est pas tout à fait celle-là.

K. K. C'est le cas en France dans les disciplines de la géographie, des sciences régionales et de l'économie régionale qui s'intéressent au développement des régions et des territoires. On sent un début de changement de paradigme. La notion de développement territorial est remplacée par de plus en plus de chercheurs par la notion de transition territoriale, bien que nous ne sachions pas encore très bien comment se produirait une transition.

Pour vous donner une indication, il y a actuellement deux revues en géographie qui ont lancé un numéro spécial sur la question de la transition territoriale pour tenter de regrouper tout ce qui émerge dans la recherche sur la façon dont on peut conceptualiser une transition territoriale. Bien que le développement économique et l'économie restent importants, ils sont décentrés. Le centre de l'intérêt est désormais : comment peut-on transitionner, changer notre système économique, l'habitat, l'utilisation énergétique, la production et la consommation pour arriver à une société écologiquement et socialement plus soutenable?

On peut soupçonner que ce changement de paradigme peut soulever des oppositions. Comment se manifestent-elles dans les territoires?

K. K. Les oppositions se manifestent quand émergent des acteurs qu'on peut appeler les *change-makers*, des acteurs qui visent des changements. On les trouve dans tous les milieux : parmi les citoyens, mais aussi au sein des institutions, des municipalités, ce sont des élus, parfois même les maires; aussi de manière accrue chez les entrepreneurs qui ont compris l'enjeu et qui souhaitent produire de manière plus écologique.

Le premier point serait donc l'émergence de ce type d'acteurs, qu'ils soient publics, civils, privés, dans les territoires ruraux. On l'observe dans l'espace montagnard autour de Grenoble, mais aussi, de manière plus générale, en France et en Europe. D'ailleurs, on voit un foisonnement d'émergences d'initiatives que vous appellerez innovations sociales. Ce sont des initiatives citoyennes qui se donnent ouvertement comme but d'expérimenter des changements dans les modes d'habiter et dont l'objectif n'est pas nécessairement de répondre à un besoin qui ne serait pas satisfait par l'État et les entreprises, comme c'était la définition de l'innovation sociale jusqu'à maintenant. Elle est toujours pertinente, je pense, mais cette optique de transition s'inscrit aussi ou peut être comprise comme des innovations sociales.

Si je parle un peu de mon travail, ces initiatives ont émergé à partir des années 2000 jusqu'en 2015, où on a connu une croissance exponentielle dans les territoires ruraux et montagnards. Il y a toujours de nouvelles créations, bien qu'on soit arrivé à un plafond. Dans les territoires qu'on étudie, dont la population tourne autour de 5000 à 10 000 habitants, on a généralement entre 20 et 30, 40, 50 initiatives dans tous les domaines de vie : l'agriculture, l'habiter, la façon de se nourrir, de se loger. Nous avons étudié les valeurs alternatives des porteurs de ces initiatives et leur manière d'expérimenter, qui nécessite d'improviser de nouveaux modes de faire. Je dis bien *improviser*, car il n'existe pas de modèle. Il n'y a plus de modèle.

J'ai parlé des nouveaux acteurs. Il y a aussi de nouvelles idées. Celles qui sont généralement connues

sont celles du commun, des circuits courts et certaines autres liées au territoire de montagne, comme le tourisme doux et écologique.

Ces initiatives ne sont pas simplement un retour au bon vieux temps.

K. K. C'est quelque chose qui est souvent reproché à ces initiatives, et même aux chercheurs qui les étudient. On entend des remarques comme «vous étudiez les hippies», «on va retourner au Moyen-Âge». Ça m'amuse car, pour moi, les hippies et, avant eux, les communautés anarchistes et autres mouvements qui ont commencé à émerger il y a 150 ans étaient des précurseurs de ce qui émerge aujourd'hui. En réalité, les initiatives alternatives contemporaines s'inscrivent dans une histoire répétée depuis la modernité industrielle où on veut vivre autrement et sortir de ce régime capitaliste. On voit dans ces initiatives un besoin de s'inspirer d'autres idées qui sortent de nos modes de faire dans le système capitaliste. Les gens s'inspirent alors de vieux habitants, surtout des artisans, de leur savoir-faire dans l'utilisation des ressources et des techniques locales qui ont moins d'impacts écologiques.

C'est vrai que, quand il y a par exemple des habitats écologiques construits avec des techniques de construction de murs à partir de pierres locales, on peut se demander si on est dans un retour en arrière. On observe que la totalité de ces acteurs précisent qu'ils ne sont pas dans une voie de retour en arrière, mais que s'inspirer du passé permet d'avancer, au sens où les techniques et savoirs anciens peuvent être hybridés avec des techniques actuelles et contemporaines. Certes, ils sont à la recherche de techniques frugales, mais on voit surtout une hybridation entre nouvelles et anciennes technologies dans le but d'arriver à un mode d'habiter écologique et social.

Je peux donner l'exemple de la construction de murs. J'ai observé un collectif d'écohabitat qui construisait des murs en pierres selon d'anciennes techniques locales pour leurs maisons. Il s'est inspiré aussi des techniques japonaises en mettant une vitre devant le mur pour augmenter le stockage de la chaleur les jours de soleil et ça a donné

un stockage de chaleur en hiver assez performant. On reste dans le frugal, c'est clair. Mais pourquoi pas parfois un retour en arrière, si ça a des impacts positifs sur la qualité de vie et l'écologie?

Cette hybridation montre que ce ne sont pas des initiatives renfermées sur elles-mêmes.

K. K. On observe que ces initiatives sont hautement réseautées entre elles à l'échelle des territoires, mais aussi nationale et internationale, pour faire circuler du savoir. C'est très important, car le savoir produit est alternatif et n'est pas inscrit dans les formations et les livres d'apprentissage du système dominant. Cet échange des savoirs autres est très important au sein de leur propre réseau. Mais il y a aussi un second volet très important : Contrairement aux initiatives du passé, où les gens vivaient plutôt de manière retranchée en s'extrayant de la société, la majorité de ces initiatives ont l'intention explicite de changer de manière plus large le territoire. Elles souhaitent travailler avec un maximum d'habitants et d'élus. C'est une vraie nouvelle dynamique qu'on observe en France et qu'on n'a pas pu observer, par exemple, dans le mouvement des soixante-huitards.

Quelle est l'écoute de ces mouvements?

K. K. Ça dépend des territoires. Ces initiatives sont en partie portées par des néo-ruraux venant de l'espace urbain qui s'installent dans l'espace rural pour mieux pouvoir s'épanouir et vivre leur expérimentation de modèles alternatifs. Dans la première phase de ces expérimentations, il s'agit plutôt de lieux renfermés et non ouverts à tous les habitants. Cette ouverture vers les territoires vient souvent dans une deuxième phase. C'est alors qu'on voit une panoplie de réactions chez la population rurale et ses institutions. Ces réactions vont d'un rejet presque viscéral de ces soi-disant « hippies » jusqu'à des collaborations extrêmement fructueuses et une imbrication entre, d'une part, ces nouveaux arrivants ou encore d'anciens habitants qui viennent de ces territoires, qui les ont quittés et y retournent, et, d'autre part, la population locale et les élus. Dans un cas optimal, il y a une convergence dans l'intention de suivre de nouvelles pistes, d'inventer de nouveaux modes d'habiter.

Cette convergence peut aller jusqu'à travailler ensemble sur des idées porteuses comme le principe du commun par exemple, ou les circuits courts. Les territoires où on voit la meilleure collaboration entre ces différents milieux et le moins de rejet par rapport à ces « gamechangers » qui essaient de vivre autrement sont ceux qui sont fortement sous pression et où le modèle économique existant est en crise. Dans les montagnes, ce sont notamment les territoires qui voient leur source économique principale – le tourisme de ski – s'écrouler et qui sont devant la nécessité de repenser de manière complète leur territoire, tout en répondant à tous ces bouleversements naturels en cours, notamment la fonte de glaciers, les éboulements de terre et les inondations.

Donc, il y a un sentiment d'urgence.

K. K. Oui et c'est malheureux de dire qu'il faut que des crises sévères se manifestent ou qu'elles deviennent palpables et ressenties pour que se créent des convergences et survienne la volonté de repenser son territoire et le futur de son territoire.

Les meilleurs exemples qu'on trouve, dans l'optique de nouveaux modes d'habiter écologiques et sociaux et de travailler pour la justice écologique et sociale, sont là où les municipalités se mettent sur cette voie. On a des exemples rares de municipalités qui tentent de retirer le foncier du marché immobilier. Chaque fois qu'un terrain se libère, elles le rachètent. À la suite de chaque rachat, des réflexions sont entamées collectivement avec les habitants au sein des villages sur l'utilisation de ces terrains, avec les décisions d'y construire par exemple une bibliothèque ou un habitat social en proposant quelques appartements pour un accueil de réfugiés. Il y a aussi une commune qui a mis à disposition un terrain pour accueillir des individus qui vivent dans un état de semi-nomadisme. Même si c'est marginal, on voit arriver un certain nouveau nomadisme dans nos territoires de montagne : des personnes qui vivent de manière éphémère dans des yourtes ou des camions.

Au tout début, vous avez mentionné qu'il y avait eu une croissance importante de 2000 à 2015 du nombre de ces initiatives. Vous avez parlé d'un plafonnement. Quelle en est la cause?

K. K. Nous n'avons pas lancé une étude spécifique sur cette question. Nous avons une hypothèse selon laquelle ce plafonnement dans les territoires pourrait s'expliquer par le fait que les initiatives se sont établies dans tous les domaines de la vie : comment être mobile autrement, se nourrir autrement, habiter autrement, etc. Il peut y avoir une saturation de la demande.

Cela étant, il faut aussi se poser la question du marché, de la limite de la demande. Elle peut s'expliquer par le rejet de certains habitants d'acheter des produits bio, de bouger autrement et de changer de mode de vie. Pour m'exprimer dans des termes un peu traditionnels de l'économie, il se peut qu'il y ait un plafonnement dans la demande à l'échelle locale parce que tous les niches ont été investies. On observe donc, par exemple, une augmentation des circuits courts. Ce qui marche très bien est le maraîchage et la vente de produits locaux et bio. On voit clairement une expansion de cette nouvelle dynamique, mais elle arrive à un plafond à un certain moment, car les besoins sont satisfaits ou d'autres ne changent pas leur mode de vie.

Voyez-vous d'autres limites, voire des oppositions à la dissémination de ces nouveaux modes d'habiter?

K. K. La diffusion des innovations sociales que produisent les initiatives alternatives rencontrent en effet des obstacles. Dans nos études, nous avons distingué deux verrous qu'il me semble important de relever. Le premier est un verrou d'ordre juridique et réglementaire. Souvent, les nouvelles manières d'habiter demandent de sortir des règles et des lois qui dominent notre société et qui ont été formulées par rapport à un contexte sociétal spécifique, mais qui est en train de changer. Souvent, ces acteurs des initiatives alternatives se heurtent à des réglementations qui ne permettent pas de concrétiser leurs idées.

Je donne un exemple très fréquent : la volonté d'utiliser de manière commune un terrain et rejeter

l'idée que la terre puisse être la propriété d'un individu. Il faut des modalités juridiques qui permettent de légitimer une nouvelle manière d'utiliser la terre et un nouveau sens qu'on donne à la terre. Or, la juridiction ne suit pas ces évolutions. C'est un combat constant d'essayer de contourner des règles, tout en hybridant, en ajustant et en trouvant des formules juridiques qui permettent de pratiquer ces nouveaux modes sans être hors-la-loi et en étant légitime dans les systèmes existants. C'est un défi qui ne se résout pas à l'échelle du territoire local : c'est un problème national et européen. Ça prend beaucoup de temps pour changer les règles. C'est un grand verrou qu'on observe actuellement.

Un second verrou très important est de conjuguer cette coexistence de différentes manières d'habiter, voire de « manières d'être » et de visions, dans nos territoires. Mais je crois que c'est aussi une problématique chez vous. On voit émerger une jeune génération avec des idées nouvelles et d'autres groupes de population qui préféreraient le passé et qui se retranchent souvent dans un nationalisme. Ces visions des territoires et des manières de vivre sont difficilement articulables. Je pense que, en tant que chercheurs, un des plus grands défis que nous voyons en accompagnant les collectivités territoriales, donc les municipalités et les initiatives envers la transition, est d'ouvrir des dispositifs et espaces qui permettent de s'écouter entre différents groupes sociaux qui défendent diverses visions du monde. On sait très bien, en tout cas en France, que le fait qu'on ne s'écoute plus et que chacun reste dans sa bulle et son raisonnement se renforce. Il faudrait rouvrir des espaces où ces différents groupes sont prêts à s'écouter et à se comprendre. Ce serait indispensable pour avancer, car il peut émerger des fractures au sein des communes villageoises qui peuvent causer de vrais blocages.

Quelle est la place de la recherche dans ce contexte?

K. K. Là encore, je parle d'une posture partagée, mais pas par tous les chercheurs. Si on est engagé dans une recherche avec les collectivités et si on veut faire de la recherche *avec* les gens – et pas *sur* les gens –, on est embarqué effectivement.

En Europe en général, il y a une forte poussée de chercheurs qui disent qu'étant donné l'urgence de transition face aux changements climatiques, on ne peut plus se permettre de faire de la recherche soi-disant *neutre*, bien que, pour moi, une recherche neutre n'existe pas. On parle alors d'une recherche transformative, voire des sciences transformatives, qui se doivent de travailler avec les institutions publiques et avec les citoyens pour produire un savoir opérationnalisable sur le terrain.

Je m'inscris dans cette posture de vouloir faire de la science transformative, dans le sens où je vois une urgence de changer de modes de vie pour limiter les dégâts causés par la crise climatique. Au sein de notre laboratoire, qui étudie la transition dans les territoires de montagne, nous sommes un groupe de chercheurs qui se positionnent au cœur des communautés villageoises afin de permettre de travailler les verrous et de trouver ensemble les démarches qui feront avancer un changement de modes d'habiter. En ce sens, je suis engagée à trouver des outils méthodologiques de recherche-action participative, notamment ceux qui permettent d'ouvrir des espaces de concertation qui intègrent un maximum de citoyens.

Vous êtes venue participer à un colloque au Québec. Avez-vous l'impression que, compte tenu de la diversité des contextes, on peut dialoguer? Ou plutôt que vous racontiez une histoire en espérant que quelqu'un la comprenne?

K. K. En effet, en arrivant au Canada, j'ai constaté que l'on vit dans des contextes différents par rapport à ce que je viens de dire. Vous avez senti mon engagement pour la transition sociale et écologique, qui est liée au contexte français et aux territoires de montagne, qui vivent ces défis de manière accélérée.

Premièrement, les différences de contexte permettent toujours de mieux comprendre le sien. Par exemple, dans une comparaison internationale, en France, nous sommes en retard par rapport aux Pays-Bas concernant la transition sociale et écologique. En revanche, j'ai constaté que, même si le contexte au Canada était différent et même si l'urgence est un peu moins ressentie, il y a de l'intérêt pour le contexte français afin de trouver de nouvelles modalités d'habiter.

Deuxièmement, le forum auquel je viens de participer a permis des échanges, malgré des contextes différents avec une communauté de chercheurs de recherche participative et de recherche-action qui travaillent sur des innovations sociales marginales à l'échelle internationale. Je pense que, pour des communautés qui sont malheureusement encore marginales en sciences humaines et sociales, il est très important d'échanger entre chercheurs, et aussi de voir les modalités de coopération entre chercheur et les communautés villageoises. Ça m'a beaucoup apporté de voir comment vous collaborez et le dispositif lui-même des Ateliers des savoirs partagés m'a fortement inspiré.

J'ai pris connaissance d'un dispositif qui permet non seulement de collaborer entre chercheurs d'un côté et communautés de l'autre, mais qui permet parallèlement aux communautés d'échanger entre elles. Ça m'a donné des idées et de l'inspiration et la volonté de créer quelque chose de similaire. Nous avons pu échanger sur les manières de faire cette recherche collaborative et sur les façons dont on se positionne par rapport aux citoyens en tant que chercheurs. Je pense donc que, malgré les différences de contexte, il y a toujours des éléments sur lesquels il est très fructueux d'échanger. Notamment concernant les modalités de procéder dans ces postures de développement par le bas avec les citoyens.

Il y a aussi un dernier point qui m'a inspirée dans la différence des contextes : j'ai vu des différences dans le sens où vous avez la proximité des peuples autochtones au Québec. Dans la littérature internationale, on voit beaucoup de chercheurs qui s'inspirent des actuelles communautés autochtones dans leurs réflexions sur les nouveaux modes d'habiter qui répondent à la justice sociale et écologique. Les communautés autochtones ne sont plus considérées uniquement comme étant lourdement affectées ou détruites par les modes de colonisation, mais aussi comme porteurs de sources d'inspiration pour imaginer ses modes de vie plus soutenables. On fait même venir en France des représentants des peuples autochtones pour nous inspirer de leur manière de vivre avec les entités naturelles afin de développer une nouvelle approche à la nature et à l'environnement. Parmi ces communautés, il y a des personnes qui

essaient de retrouver un savoir perdu. Je ne dis pas que c'est exactement celui qu'il faut accepter aujourd'hui dans nos sociétés dites modernes, car nous vivons dans un nouveau contexte, mais, pour moi, ce sont des sources d'inspiration d'aller voir là aussi et de collaborer en contexte canadien. C'est une chance, si on veut expérimenter de nouvelles ruralités qui, pour moi, se traduisent par

l'idée d'arrêter de penser d'habiter juste en termes d'humains. Il faut plutôt aller vers la cohabitation entre nous, mais aussi avec tout ce qui nous entoure en termes d'entités naturelles, et c'est un grand défi. •••

La revue Organisations & territoires remercie Madame Koop d'avoir pris le temps de partager son expérience et ses perspectives.

BIBLIOGRAPHIE DES TRAVAUX DE KRISTEN KOOP

Koop, K., Hakimi-Pradels, N., Grison, J.-B. et Landel, P.-A. (2022). Initiatives citoyennes de transition soutenable et diffusion : formes et fonctions de la mise en réseaux territorialisés. *Développement durable et territoires*, 13(1). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.20134>

Koop, K., Pachoud, C. et George, E. (2022). Societal transformation through the prism of the concept of territoire: A French contribution. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 45, 101-113. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2022.10.001>

Koop, K. (2021). *Changer le monde, changer de mondes : pour une géographie des transformations sociétales par le bas – Mémoire pour l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches*. Université Grenoble Alpes. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-03547799>

Koop, K. (2020). Escaping from capitalism: The enactment of alternative lifeworlds in France's mountain regions. Dans S. M. Hall, H. Pimlott-Wilson et J. Horton (dir.), *Austerity across Europe* (p. 125-140). Routledge.

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n3.1879>

